

Téhéran se bunkérise

Le régime, désormais allié de l'Arabie saoudite, resserre les rangs. Et a prouvé sa capacité à étouffer la contestation, en attendant les législatives de 2024.



Khamenei/AFIP

Le Guide suprême Ali Khamenei, lors de la « célébration des anges », à Téhéran, le 3 février. Le pouvoir estime que la République islamique doit revenir aux fondamentaux idéologiques de la révolution.

Ali Khamenei, 84 ans, apostrophé par un étudiant lors d'une causerie avec des jeunes triés sur le volet. La vidéo, qui montre un Guide suprême impassible face à une jeunesse en colère, est devenue virale, symbole d'un pouvoir autiste. Sourd aux demandes de libéralisation. Rien ne semble plus tabou en Iran, même si la contestation a changé de visage. Fini, les manifestations dans les villes, place à la désobéissance civile, souvent individuelle.

« Désormais, l'important n'est pas le nombre de personnes dans les rues, mais le poids des images sur les réseaux sociaux, analyse Jonathan Piron, spécialiste de l'Iran au centre de recherche Etopia de Bruxelles. L'objectif est de montrer au pouvoir et au monde que les motivations des protestataires n'ont pas disparu. » A écouter un diplomate français, « cette crise in-

terne n'est pas un épiphénomène, elle va durer. Il y a un divorce irrémédiable avec la population ». Pour autant, le mouvement de révolte, né de la mort de l'étudiante Mahsa Amini le 16 septembre 2022 à Téhéran sous les coups de la police de mœurs pour un voile mal ajusté, n'a jamais réellement menacé le régime.

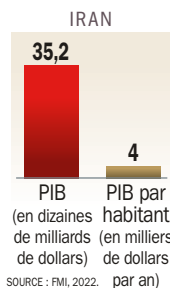
Le pouvoir a réprimé durement les manifestants, en multipliant les arrestations et en prononçant plusieurs peines de mort, sans toutefois utiliser l'ensemble de son appareil coercitif. Il a joué sur la peur, mais aussi l'arme économique et sociale. Dans la République islamique, faire grève ou manifester coûte cher. « Les mécanismes de sécurité sociale dépendent de la bonne volonté des autorités, qui peuvent couper les vivres si vous franchissez les lignes rouges, explique Jonathan Piron. Lors des troubles au grand bazar de Téhéran, le régime a très

vite réagi en posant des scellés sur les commerces grévistes, menacés ainsi de faillite. » Résultat : les manifestants n'ont pas réussi à élargir la base protestataire.

«Aucun levier sur l'Iran»

Contesté, le régime serre les rangs. Avec Ebrahim Raïssi, président depuis l'été 2021, on assiste à une homogénéisation du pouvoir à Téhéran. Ultra-conservateurs, Gardiens de la révolution et religieux partagent la même vision selon laquelle la République islamique doit être gouvernée et protégée d'une main de fer et par un retour aux fondamentaux idéologiques de la révolution. Le pouvoir a obtenu un répit. Mais que va-t-il en faire ? S'ouvrir un peu ou poursuivre sa « bunkérisation » ? Déjà se profilent à l'horizon les législatives de mars 2024. Modérés et réformateurs refont surface, à l'image de Hassan Rouhani, prédécesseur d'Ebrahim Raïssi, qui mène une forme de campagne électorale en participant à des réunions à travers le pays. Selon Ardavan Amir-Aslani, avocat d'affaires franco-iranien, « la normalisation irano-saoudienne, qui a été reçue comme une gifle par la jeunesse iranienne, est perçue comme une bouffée d'oxygène pour le régime. Les ennemis arabes de l'Iran se sont résignés à reconnaître que le pouvoir à Téhéran était un élément durable du paysage régional. »

Bref, la République islamique reste plus que jamais incontournable au Moyen-Orient. Son alliance stratégique avec la Russie dans sa guerre en Ukraine et la poursuite de son programme nucléaire hors de l'accord de 2015 donnent plus que jamais de l'urticaire aux Occidentaux. « Le problème, c'est que personne n'a de bras de levier sur l'Iran », reconnaît un diplomate français. Comme un aveu d'impuissance.



Christian Chesnot ►